

Loi de 1967 interdit de conclure de telles ententes (sauf si le ministre des Finances y consent). De plus, la disposition de l'ancienne Loi qui limitait à 6% le taux d'intérêt que les banques à charte pouvaient demander sur les prêts a été abrogée à compter du 1er janvier 1968. En vertu de la Loi de 1967, la détermination du taux d'intérêt sur les dépôts dépend de la conjoncture du marché.

La Loi de 1967 sur les banques a aussi accordé aux banques des pouvoirs accrus en ce qui concerne les prêts hypothécaires; elles peuvent maintenant exiger des taux d'intérêt courants sur les prêts hypothécaires consentis en vertu de la Loi nationale sur l'habitation, et elles peuvent accorder des prêts hypothécaires conventionnels dans le secteur résidentiel. Dans ce dernier cas, le montant d'une hypothèque ne peut dépasser 75% de l'évaluation de la propriété. Après 1973, la proportion maximale d'actif qu'une banque pourra détenir sous forme d'hypothèques conventionnelles dans le secteur résidentiel ne devra pas excéder 10% de son passif-dépôts en dollars canadiens plus les obligations non garanties. D'ici là, le plafond s'élèvera de 1% par année financière; il était de 4% jusqu'au 31 octobre 1968, il est ensuite passé à 5% pour l'année financière suivante, et il continuera à monter ainsi jusqu'au maximum de 10%.

Les banques ont aussi été autorisées à émettre leurs propres obligations non garanties dont l'échéance initiale a été fixée à au moins cinq ans; ces titres n'exigent pas de réserve en contrepartie et viennent après le passif-dépôts dans l'ordre de priorité. Le montant total des obligations non garanties qu'une banque peut avoir en cours est limité en restreignant l'augmentation par an à 10% du capital libéré et du fonds de réserve et en fixant un maximum égal à la moitié du capital libéré et du fonds de réserve.

Les modifications apportées en 1967 à la Loi sur les banques comportaient un certain nombre de révisions concernant l'appartenance des banques à charte canadiennes. Ni un actionnaire ni une association d'actionnaires ne peut avoir droit de vote sur plus de 10% des actions en cours d'une banque et, si plus de 25% des actions d'une banque sont détenues par des non-résidents, le passif exigible de la banque ne peut dépasser vingt fois le capital-actions autorisé.

La Loi sur les banques fixe également la réserve-encaisse minimale réglementaire que les banques à charte doivent détenir. Le montant minimal de billets de la Banque du Canada et de dépôts chez celle-ci que chaque banque doit détenir sous forme de réserves-encaisse a été modifié en une série d'étapes mensuelles pour passer de 8% de tous les dépôts en dollars canadiens en vertu de l'ancienne Loi sur les banques à 12% des dépôts à vue et 4% des autres dépôts à compter de février 1968. De plus, la Banque du Canada s'est vu attribuer des pouvoirs qui lui permettent d'exiger des banques qu'elles maintiennent une «réserve secondaire» devant être composée du montant des liquidités excédant les normes réglementaires, de bons du Trésor et de prêts au jour le jour accordés à des négociants en valeurs. Au départ, cette réserve secondaire ne peut dépasser 6% du passif-dépôts d'une banque. Par la suite elle peut être relevée à raison de 1% par mois jusqu'à un maximum de 12%. La Banque du Canada peut réduire ou supprimer cette réserve secondaire à n'importe quel moment. A compter d'avril 1968, le niveau prescrit était de 7%, et à partir de juin 1969 il a été porté à 8%, puis à 9% en juillet 1970, et à compter de décembre 1971 il a été réduit à 8,5%, puis à 8% en janvier 1972.

Les tableaux 19.8 - 19.12 donnent la statistique financière récente des banques à charte. Les chiffres de fin de mois paraissent dans la *Revue de la Banque du Canada*.

**Succursales des banques à charte.** Bien qu'il y ait aujourd'hui moins de banques à charte qu'au début du siècle, le nombre de leurs succursales a augmenté à la suite de fusions. Le nombre des banques est tombé de 34 en 1901 à dix en 1931, puis il est demeuré stationnaire jusqu'à la constitution, en 1953, de la Banque Mercantile du Canada qui a porté le total à 11. Depuis la fusion en 1955 de la Banque de Toronto et de la Banque Dominion pour former la Banque Toronto-Dominion, de la fusion de la Banque Barclays (Canada) et de la Banque Impériale du Canada en 1956 et celle de la Banque Canadienne du Commerce et de la Banque Impériale du Canada pour former la Banque Canadienne Impériale de Commerce le 1er juin 1961, le nombre a été réduit à huit. La Banque de la Colombie-Britannique a reçu sa charte du Parlement en décembre 1966 et a ouvert ses portes en juillet 1968. L'Unité, Banque du Canada a reçu sa charte en novembre 1972 et entrera en service en 1973, ce qui portera à dix le nombre des banques. Le tableau 19.13 donne le nombre de succursales des banques à charte dans chaque province pour certaines années entre 1920 et 1972.